

Le budget—M. Vincent

Groupe des Cinq et qui est maintenant le Groupe des Sept, dont font partie les pays les plus industrialisés au monde. Pendant près de 15 ans, le gouvernement libéral l'a essayé, monsieur le Président. C'est cela de «l'international». Et vous le savez aussi bien que moi que le gouvernement libéral a échoué durant toute cette période-là. Le gouvernement conservateur prend le pouvoir en 1984, monsieur le Président. Bing! Bang! Bang! Qu'est-ce qui arrive? Le Canada est maintenant partie intégrante du Groupe des Sept, des sept plus grands pays industrialisés au monde. C'est cela, monsieur le Président, une vision de l'avenir, et c'est cela, monsieur le Président, s'occuper de «l'international». Ce n'est pas juste avoir deux ou trois mots dans des papiers comme cela se faisait avant, mais c'est de poser des faits et gestes, des actions précises.

On parlait, et on parle depuis trois jours, on a parlé entre autres de l'augmentation de 1c. le litre pour le pétrole. Savez-vous, monsieur le Président, qu'à Trois-Rivières, au moment où on se parle, le prix de l'essence est moins élevé qu'il ne l'était en 1984. Trois ans et demi plus tard, même avec certaines augmentations du prix de l'essence, elle est encore moins dispendieuse qu'elle ne l'était en 1984, dans le temps où les libéraux étaient au pouvoir. Ce qui n'est pas tout, monsieur le Président, ce qui est encore plus effarant et ce qui démontre, combien ce parti-là peut être vicieux dans ses commentaires et qui démontre en même temps combien ils n'ont pas de mémoire, monsieur le Président... et je ne reviendrai même pas sur les 18c. du gallon, en 1980, et qu'ils ont doublés lorsqu'ils ont repris le pouvoir. Mais je veux juste vous dire que depuis un peu plus de 10 ans, monsieur le Président, le pourcentage moyen de taxes fédérales sur un gallon ou un litre d'essence a varié entre 17 et 20 p. 100, depuis les 10 dernières années, donc cela inclut le temps où le gouvernement libéral était là. Et, monsieur le Président, avec notre augmentation de 1c. le litre, on se retrouve à 20 p. 100 du prix du litre d'essence. Ce qui veut dire, monsieur le Président, que lorsque le gouvernement libéral était là, c'était le même pourcentage de taxes au moment où on se parle, et ce sont eux qui ont le culot de venir, aujourd'hui, lever les bras en l'air, nous accuser et faire des sorties publiques monstrueuses, alors que dans leur temps c'était pire que cela, monsieur le Président.

Je vois que vous m'indiquez, monsieur le Président, que mon temps achève. Je voudrais juste terminer en disant qu'en 1984, les dépenses du gouvernement augmentaient de 14 p. 100 par année, monsieur le Président, 14 p. 100 par année! Ça, c'est l'exercice financier avant que le gouvernement conservateur ne prenne le pouvoir, 14 p. 100 d'augmentation des dépenses gouvernementales. Aujourd'hui, monsieur le Président, les dépenses gouvernementales se chiffrent à 3.5 p. 100 par année. C'est cela de la saine gestion, c'est cela prendre en main les choses de l'État, les affaires de l'État, et les administrer de façon brillante, de façon logique, et encore une fois, monsieur le Président, comme je l'ai mentionné, en tenant compte des besoins des Canadiens, tels les frais de garderie, etc., en tenant compte de ce dont la population canadienne a besoin. Et ce dont la population canadienne a besoin, monsieur le Président, avant tout autre chose, c'est une qualité de vie, et une qualité de vie, monsieur le Président, ça commence par une croissance économique et une création d'emplois respectables.

• (1620)

[Traduction]

M. Orlikow: Monsieur le Président, je voudrais poser deux questions au député. Dans son discours, il nous a bien fait remarquer combien il était fier de ce budget du gouvernement conservateur. Je lui demande de me dire ce qu'il pense de la position prise par le Conseil canadien de développement social qui compte en son sein des représentants de pratiquement tous les gouvernements, fédéral, provincial et municipal ainsi que de tous les organismes bénévoles s'intéressant à tous les aspects de l'assistance sociale. Dans son étude du budget, le Conseil précise qu'il n'existe aucune disposition visant à accroître l'aide aux familles canadiennes ne disposant pas du minimum vital, bien que ces personnes soient actuellement au nombre de 851 000 contre 745 000 en 1980.

Je voudrais également qu'il me dise ce qu'il pense des études récentes selon lesquelles 20 p. 100 des Canadiens sont des analphabètes fonctionnels et que ce pourcentage est plus élevé au Québec que dans l'ensemble du pays. En d'autres termes, ces personnes n'ont d'autre espoir, à moins que des mesures ne soient prises pour lutter contre leur illettrisme, que de demeurer des assistés sociaux jusqu'à la fin de leurs jours ou d'occuper des emplois ingrats et mal rémunérés. Le député ne pense-t-il pas qu'un pays aussi riche que le nôtre devrait trouver les crédits pour surmonter ces deux problèmes qui sont évidents et patents pour quiconque veut regarder en face la réalité de notre pays?

[Français]

M. Vincent: Monsieur le Président, je suis heureux de la question du député de l'autre côté de la Chambre, sauf qu'il y a toujours place à l'amélioration. Ce Budget en est un de continuité. Si je vous disais, monsieur le Président, que ce Budget est parfait, que les finances de l'État sont parfaites, vous ne me croiriez pas et je ne vous dirai pas cela non plus. C'est un Budget qui est dans l'esprit de ce qui a été entrepris depuis trois ans et demi.

Et lorsque mon collègue me parle des gens qui sont moins fortunés—je l'ai souligné tantôt—nous avons augmenté tous les programmes qui se rapportent au développement social. Pour tous les programmes, il y a eu des sommes d'argent supplémentaires. Ce n'est pas la faute... C'est peut-être la faute en partie, monsieur le Président, mais pas à 100 p. 100, du député du parti socialiste si ce parti d'opposition qui était alors au pouvoir a dépensé en toutes sortes de folies ce qui aurait dû être dépensé pour aider les Canadiens.

Monsieur le Président, dans ma circonscription, avant que je ne sois élu, ils ont signé, le 2 septembre 1984, pour quelques millions de dollars de projets qui ne correspondaient pas à la volonté des gens du milieu. Ils ont introduit le crédit d'impôt à la recherche scientifique dans le dernier budget libéral. Cela a coûté à tous les Canadiens pauvres et riches quelques milliards de dollars. Des détails, quelques milliards de dollars! Alors qu'en plus, ils savaient ce que cela ferait. Mais ces quelques milliards de dollars se sont envolés en fumée, n'ont pas servi à la recherche scientifique d'aucune façon, ils ne sont plus là ni pour la recherche scientifique, ni pour qu'on puisse apporter une aide accrue aux personnes qui en ont besoin, comme le